Chapitre 11

Espaces de travail partagés : l'investissement social et économique des jeunes Européens

Marko Orel

INTRODUCTION

Jurij Lozic est un jeune Slovène au seuil de la trentaine. Il a découvert la bicyclette à pignon fixe alors qu'il étudiait le dessin industriel à Ljubljana et a vite été fasciné par cet engin original. En 2008, il a participé à un programme d'échange de six mois à Milan. Là-bas, il a fabriqué sa première bicyclette à pignon fixe et s'est rapidement rendu compte qu'il serait bien d'avoir un garde-boue léger, simple et amovible. Après avoir un peu étudié le marché, il a réalisé qu'il n'existait rien de la sorte et a donc décidé d'en concevoir un lui-même. Une idée originale était née. En développant son nouveau produit, il est entré en contact avec un fabricant local de polypropylène et a fabriqué son premier garde-boue amovible et enroulable, baptisé « Musguard ». Jurij percevait le potentiel de son produit, mais n'avait pas les moyens de commercialiser son idée à plus grande échelle.

Plusieurs années ont passé et Jurij, tout juste diplômé, était prêt à faire carrière. Mais il était loin d'être le seul sur les rangs et, à cette époque, les services slovènes de conception spécialisée ne recrutaient pas. Confronté au cercle vicieux du chômage, Jurij a donc décidé de se lancer comme dessinateur industriel free-lance. Fin 2012, il a participé aux « Jellies », ces rencontres professionnelles conviviales organisées par l'initiative locale pour le travail collaboratif au centre culturel de Ljubljana. Il a pu y rencontrer d'autres jeunes professionnels travaillant dans différents domaines : des organisateurs d'événements, des développeurs informatiques et des musiciens. N'ayant pas de bureau permanent, ils se réunissaient une à deux fois par semaine au Centre culturel de Ljubljana, qui leur offrait un espace de travail lorsqu'il n'y avait pas de concerts ou d'autres manifestations culturelles. Devant le succès de ces collaborations et l'émergence de ces nouveaux réseaux de travailleurs indépendants, l'initiative locale a entrepris de lever des fonds pour ouvrir un espace de travail permanent – le premier espace de travail partagé à Ljubljana. En bref, il s'agit d'espaces

qui incorporent certains aspects d'un café, d'une bibliothèque ou d'une galerie, où les membres viennent travailler et forment une communauté qui partage des valeurs et crée des synergies par la collaboration. Comme Jurij l'a rapidement constaté, les personnes qui partagent un même espace de travail peuvent se voir pour prendre un café, tester la validité de leurs idées auprès des autres, s'échanger les coordonnées de personnes à contacter ou des conseils pour leurs projets respectifs. L'idée de son garde-boue lui est alors revenue et il en a parlé à ses camarades. Séduits par la conception simple et intelligente du produit, ils ont uni leurs forces et se sont lancés dans une étude du marché européen. Conscients de la situation économique en Slovénie, où les investissements à haut risque avaient pratiquement cessé, ils ont exploré d'autres pistes pour obtenir un premier financement – étape indispensable – et ont finalement décidé de collecter de petites sommes auprès d'un grand nombre de personnes pour financer la production à petite échelle et la distribution du Musguard. Cette démarche de financement participatif (appelée *crowdfunding*) est inspirée de la philosophie de la production collaborative (*crowdsourcing*).

Le plus souvent, ce type de campagne et les transactions qu'elle suppose se déroulent en ligne, sur des plates-formes spécialisées de financement participatif. Pour le lancement de leur produit, Jurij et ses collègues ont choisi Kickstarter, une plate-forme de financement de projets créatifs. L'équipe a élaboré une stratégie de marketing et a conçu des matériels promotionnels (vidéos, musiques et textes). En mai 2013, la campagne sur Kickstarter a été approuvée et lancée avec succès. En moins d'un mois, le projet a levé plus de 40 000 euros et Jurij a enfin pu concrétiser son projet. Est-ce une réussite ? Incontestablement. Mais sans la communauté, qui a partagé son savoir, son expérience et ses réseaux sociaux, Musguard serait probablement toujours au fond d'un tiroir.

QUAND VIENT LA CRISE

La crise de la dette européenne, qui a débuté en 2008, a eu des répercussions négatives considérables sur la population européenne, en particulier les jeunes des pays de l'Union européenne. Des études récentes réalisées par Eurostat (2013) montrent qu'au milieu de l'année 2013 les taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans, aussi bien pour les diplômés de l'université que pour les jeunes sans qualification, étaient supérieurs à ceux de tous les autres groupes d'âge. Ces chiffres sont encore plus préoccupants au niveau national. Seulement trois pays de l'Union européenne – l'Allemagne, l'Autriche et les Pays-Bas – affichent des taux de chômage inférieurs à 10 % chez les jeunes. En revanche, dans des pays comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Slovaquie et l'Irlande, ces taux dépassent 30 %. En examinant de plus près les chiffres d'Eurostat, on remarque que les plus touchés sont les jeunes qui ne sont pas allés plus loin que l'enseignement primaire. Cela étant, l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur ne garantit pas un emploi décent. Les dernières statistiques montrent que près d'un jeune diplômé sur dix n'aurait pas d'emploi six mois après l'obtention de son diplôme et que l'Europe ne parvient pas à lutter contre le chômage des jeunes (Spiegel, 2013).

Cette situation révèle que l'obtention d'un diplôme d'une université renommée, avec des notes supérieures à la moyenne, ne suffit pas nécessairement à s'assurer

un emploi. Très souvent, ce ne sont pas des mois mais des années qu'il faut aux jeunes diplômés pour décrocher leur premier emploi. De nombreux jeunes font désormais entendre leur voix et réfléchissent activement à la manière de renforcer leur employabilité. Puisqu'on ne peut pas obtenir un emploi à plein-temps (voire à temps partiel), pourquoi ne pas en créer un ? Comment l'Europe peut-elle contribuer à cette réflexion et lutter contre l'explosion du chômage des jeunes ? L'Europe et le monde tel que nous le connaissons évoluent rapidement et notre société entre aujourd'hui dans une nouvelle ère. Les questions d'employabilité, de même que beaucoup d'autres facteurs, tels que l'influence de la révolution sociale numérique, nous désorientent, mais nous aident aussi à nous écarter de l'individualisme pour renouer avec la base de toute société : la sociabilité, une de nos vertus fondamentales, qui joue un rôle essentiel dans presque tous les aspects de notre vie, à la fois comme cause et comme conséquence (Shirky, 2009, p. 14). Et c'est là où l'économie sociale prend tout son intérêt. Ces dernières années, les secteurs public et privé se sont ouverts à tout un éventail d'activités collaboratives, en plein essor. Pour simplifier, on peut parler d'économie sociale quand on associe différentes communautés, en intégrant leur vision des besoins sociaux et économiques. Un rapport sur l'économie sociale élaboré par le CIRIEC (Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative) en 2007 et actualisé fin 2012 souligne le rôle de l'économie sociale en ces termes :

« [L]’économie sociale a non seulement réussi à affirmer, au cours de ces dernières décennies, sa capacité à contribuer efficacement à résoudre les nouvelles problématiques sociales, mais a également consolidé sa position d’institution indispensable pour garantir la stabilité et la durabilité de la croissance économique, redistribuer les revenus et les richesses sur un mode plus équitable, adapter les prestations et les besoins, revaloriser l’activité économique au service des nécessités de la société, corriger les déséquilibres sur le marché du travail, bref, pour approfondir et renforcer la démocratie économique. »

– CIRIEC, 2012, p. 19

Ce rapport est une étude comparative et conceptuelle de la situation de l'économie sociale dans l'Union européenne qui, dans une certaine mesure, reflète l'évolution des politiques en la matière. Mais comment expliquer que les systèmes économiques européens reposent davantage sur le savoir depuis le début du nouveau millénaire et que les inégalités sociales se creusent entre les différents pays et dans chacun d'eux (Archibugi et Lundvall, 2002) ?

La stratégie décennale « Europe 2020 », lancée par la Commission européenne en 2010, définit plusieurs priorités pour aider l'Union européenne à sortir de la crise et reconnaît que l'entrepreneuriat et le travail indépendant constituent des facteurs clés pour réaliser une croissance intelligente, durable et inclusive. L'entrepreneuriat comme facteur essentiel de création d'emplois est également au cœur des initiatives européennes « Une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois », « Jeunesse en mouvement » et « Plate-forme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». Ces initiatives visent à montrer aux jeunes Européens – diplômés de l'université ou moins qualifiés – ainsi qu'au reste de la population et aux responsables politiques nationaux que l'entrepreneuriat est l'une des voies qui permet aux jeunes

sans emploi de créer leur propre lieu de travail. Comme le suggère la Commission européenne, la « création d'emplois via la fondation et la consolidation de nouvelles entreprises joue un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 : les jeunes sociétés génèrent un grand nombre de nouveaux emplois dans l'Union et près de 85 % de ces postes sont créés par des microentreprises » (Commission européenne, 2011).

Or, l'Union européenne est loin d'exploiter pleinement son potentiel en la matière. Jusqu'à présent, le manque d'accès aux investissements constituait l'un des principaux obstacles à la création d'entreprise, une situation que la crise économique est venue aggraver. L'établissement de liens étroits entre des profils professionnels différents peut faciliter la création de jeunes entreprises innovantes, favoriser l'émergence de nouvelles idées et aider l'économie européenne à réaliser son potentiel inexploité.

LE RETOUR DE LA COMMUNAUTÉ

Fin mai 2013, la France et l'Allemagne ont été les deux premiers pays membres de l'UE à annoncer leur intention de créer un « new deal » pour les jeunes demandeurs d'emploi en Europe – un programme qui viserait à lutter contre le taux de chômage des jeunes sur le continent. Ce plan est sophistiqué et complexe, et entend se fonder sur le modèle déjà testé aux États-Unis au moment de la Grande Dépression, dans les années 1930. Dans les années à venir, la France et l'Allemagne envisagent ainsi de débloquer 6 milliards d'euros en prêts de l'Union européenne pour financer des programmes d'apprentissage, offrir des crédits à de petites et moyennes entreprises et encourager la mobilité entre les États membres (Euronews, 2013). La stratégie Europe 2020 est enfin reconnue comme un moyen, pour les jeunes chômeurs, d'accéder à un emploi ou de créer une petite entreprise.

Mais comment créer ces entreprises ? D'un côté, il y a pléthore de jeunes professionnels très qualifiés dans un domaine, de l'autre, une société mondialisée, évoluée d'un point de vue technologique, où la technologie a rendu le monde impersonnel et distant. Depuis une vingtaine d'années, le monde est plus individualiste que jamais. Mais notre quête incessante de progrès et d'essor peut nous aider à comprendre que la modernisation et la technologie – en termes d'organisation communautaire – comportent aussi de nombreux aspects positifs.

Jackson (2013, p. 3) récapitule parfaitement cette situation en ces termes :

« Nous vivons dans une société de l'information, au seuil de l'économie du savoir, où notre savoir-faire est tout autant une ressource économique que notre force de travail, où la première génération de "natifs du numérique" entre sur le marché du travail, où la mondialisation du marché du travail est en permanence au cœur de l'actualité et où la moitié des diplômés de l'université n'arrivent pas à trouver de travail. Nous avons entre nos mains ces incroyables nouveaux outils de partage et de communication que sont l'internet mobile et le *cloud*. Depuis quelques années, l'efficacité des échanges entre pairs dans un monde interconnecté favorise l'essor de la consommation collaborative. Plus important encore, en 2015, la population active mobile dans le monde atteindra 1,3 milliard de personnes, soit 37,2 % de la population active totale, d'après un rapport d'IDC [International Data Conseil] daté de janvier 2012. »

Une solution possible est de rétablir la communauté (au plan local comme mondial) et de renforcer la collaboration entre les personnes. Rappelons la réussite de Jurij et la collaboration qui s'est instaurée avec d'autres jeunes professionnels pour lancer son projet. Jurij était (et demeure) un dessinateur industriel talentueux, mais il ne savait pas élaborer de stratégies de marketing, créer des pages internet et lancer des campagnes de financement participatif. Certes, il aurait pu simplement faire appel aux services de professionnels pour cela, mais l'aurait-il pu sans un soutien financier suffisant ? Quand Jurij a rencontré ses nouveaux collègues à l'occasion des Jellies non seulement il a pu profiter d'un réservoir de jeunes talents, mais il a aussi découvert une communauté animée d'un même esprit, axé sur le partage de savoirs, d'expertise et d'autres ressources. Ces jeunes professionnels élèvent l'économie sociale à un autre niveau pour la combiner avec l'économie innovante du savoir, simplement en s'organisant et en fondant leurs initiatives sur un système de valeurs et de convictions qui nous ramènent aux racines mêmes de la société : la communauté.

Shirky (2009, p. 14-15) décrit la communauté en ces termes très simples :

« La communauté n'est pas seulement le produit des personnes qui la composent ; elle est aussi le produit de ses groupes constitutifs. L'ensemble des relations entre les personnes et les groupes, entre les personnes au sein de ces groupes et entre les groupes eux-mêmes forment un réseau étonnamment complexe. Nous avons toujours compté sur l'effort collectif pour survivre ; même avant l'invention de l'agriculture, la chasse et la cueillette nécessitaient une action coordonnée et une répartition des tâches. »

Les jeunes Européens s'efforcent de survivre. Nombre d'entre eux ont pris conscience du fait qu'ils s'en sortent mieux en groupe ; ils cherchent donc à connaître d'autres personnes qui pensent comme eux, non seulement dans leur pays, mais aussi au-delà des frontières – à l'échelle transnationale. Comment l'Union européenne pourrait-elle accélérer le processus d'interconnexion spontanée entre les jeunes professionnels et encourager ces derniers à créer de petites entreprises ? Il y a peut-être une solution.

LE CHOIX DE NE PAS TRAVAILLER SEUL

Ces deux dernières années, le travail collaboratif a connu un essor incroyable et est devenu un phénomène mondial. En substance, il s'agit du choix délibéré de ne pas travailler seul. C'est une forme de travail moderne pour les entrepreneurs, les travailleurs indépendants et d'autres professionnels que les facteurs socio-économiques encouragent à partager de manière permanente ou périodique un espace de travail avec d'autres personnes issues du même domaine ou de domaines complètement différents. Le travail collaboratif est plus qu'un espace physique commun, partagé : c'est une philosophie qui encourage les réseaux spontanés de professionnels aux profils et aux intérêts divers (ingénieurs, journalistes, concepteurs graphiques, responsables de projets, etc.). L'environnement de travail partagé a une influence directe sur les interactions sociales et fonctionnelles des personnes concernées, et met l'accent sur l'importance de ces interactions aux plans psychologique et social. D'après Botsman et Rogers (2010, p. 169), les collaborateurs décrivent ce que signifie pour eux l'espace de travail partagé non pas en termes pragmatiques

mais avec des expressions affectives telles que « pôle d'interaction » ou « fraternités d'intérêts mutuels ». Si les espaces eux-mêmes varient en termes de style et de culture, ils conjuguent les meilleurs éléments d'un café (social, énergétique, créatif) et les meilleurs éléments d'un lieu de travail (productif, fonctionnel). Ainsi, ce type d'environnement encourage l'innovation et constitue une solution prometteuse pour relancer l'économie et créer une société meilleure.

Parce que dans un espace de travail partagé les membres se rencontrent au cours de la journée, les conversations fusent et la fusion miraculeuse d'idées s'opère, permettant à tout un chacun de tirer parti de ces échanges et confrontations d'idées (DeGuzman et Tang, 2011, p. 9), on peut dire que ce type d'environnement crée une société basée sur la philosophie de la production collaborative. Cette philosophie réduit la valeur marchande de produits et de services professionnels jadis coûteux, ce qui permet à de jeunes professionnels de devenir compétitifs sur le marché en proposant essentiellement des services et des produits novateurs haut de gamme. Ainsi, tout espace de travail partagé – et c'est un des aspects essentiels – favorise l'investissement social dans une communauté de personnes animées d'un même esprit.

Dans l'Union européenne, les espaces de travail partagés sont largement utilisés par de jeunes travailleurs indépendants qui croient à la collaboration mutuelle et à l'échange d'idées, de compétences et d'informations, et qui considèrent que les personnes occupant le même lieu de travail accroissent leur productivité, développent leur créativité et réussissent mieux sur le marché, qu'il s'agisse de produits ou de services.

En Europe, les communautés de travail collaboratif les plus développées se situent à Berlin, à Londres, à Paris et à Prague, et comptent plusieurs centaines de membres issus du monde entier. Nous observons de plus en plus de collaborations transnationales, qui découlent directement de la création de réseaux de jeunes entrepreneurs, de travailleurs indépendants et de professionnels qui travaillent ou ont travaillé dans différents lieux partagés. Alors que notre société entre dans une nouvelle ère, les jeunes Européens doivent s'adapter à la situation économique actuelle et cesser de chercher l'emploi idéal – ils doivent le créer. Le travail collaboratif a pour devise « pour les gens, par les gens » et offre toutes les ressources nécessaires pour mettre cette devise en pratique.

CONCLUSION

Le travail collaboratif est un mode de travail moderne qui permet aux entrepreneurs, aux travailleurs indépendants et à d'autres professionnels de partager un espace de travail et d'établir des réseaux qui servent de base pour créer de nouvelles entreprises. Depuis la crise de la dette européenne, nombre de jeunes sont confrontés à un chômage massif. En réaction, ils sont nombreux, issus de différents milieux, à commencer à former de petites communautés animées d'un même esprit privilégiant l'échange et l'aide mutuelle pour concrétiser leurs projets individuels. Nombre de ces jeunes professionnels sont indépendants et utilisent les nouvelles technologies dans leur travail ; ils sont donc extrêmement flexibles et peuvent travailler dans différents lieux, d'où la nécessité de créer des espaces physiques conçus sur un modèle pratique qui encourage les relations spontanées entre des professionnels aux profils variés.

En créant davantage d'espaces de travail partagés dans l'Union européenne, en particulier dans les capitales des États membres, les jeunes Européens disposeront de l'environnement nécessaire pour collaborer activement avec d'autres jeunes professionnels issus d'autres domaines et pourront ainsi réaliser les ambitions de l'économie du savoir, axée sur l'aspect social et l'innovation.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Archibugi, D., Lundvall, B. (dir.) (2002), *The Globalizing Learning Economy*, Oxford University Press, Oxford.

Botsman, R., Rogers, R. (2010), *What's Mine Is Yours : The Rise of Collaborative Consumption*, HarperCollins, Londres.

Brafman, O. (2008), *The Starfish and the Spider : the Unstoppable Power of Leaderless Organisations*, Portfolio Trade, Londres.

CIRIEC (Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative) (2012), « L'économie sociale dans l'Union européenne », www.ciriec.ulg.ac.be/fr/telechargements/RESEARCH_REPORTS/EESC_CIRIECRapport2012_FR.pdf (consulté le 26 août 2013).

Commission européenne (2010), « Europe 2020 », <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:2020:FIN:FR:PDF> (consulté le 26 août 2013).

Commission européenne (2011), Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un programme de l'Union européenne pour le changement social et l'innovation sociale, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52011PC0609&from=EN>.

DeGuzman, G., Tang, A. (2011), *Working in the UnOffice : A Guide to Coworking for Indie Workers, Small Businesses, and Nonprofits*, Night Owls Press, San Francisco.

Euronews (2013), « France, Germany seek "New Deal" for Europe's youth », www.euronews.com/2013/05/28/france-germany-seek-new-deal-foreurope-s-youth/ (consulté le 26 août 2013).

Eurostat (2013), « Statistical information for unemployment », http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Main_Page/fr (consulté le 26 août 2013).

Jones, D., Sundsted, T., Bacigalupo, T. (2009), *I'm Outta Here : How coworking is making the office obsolete*, Notan MBA Press, Austin.

Keen, A. (2012), *Digital Vertigo : How Today's Online Social Revolution Is Dividing, Diminishing, and Disorienting Us*, St. Martin's Press, New York.

Ries, E. (2011), *The Lean Startup : How Today's Entrepreneurs Use Continuous Innovation to Create Radically Successful Businesses*, Crown Business, New York.

Shirky, C. (2009), *Here comes everybody*, Penguin Books, New York.

Spiegel (2013), « Jobless Youth : Europe's Hollow Efforts to Save a Lost Generation », www.spiegel.de/international/europe/europe-failing-to-combat-youth-unemployment-a-900621.html (consulté le 26 août 2013).